



Vœux 2011 de Pierre HENRY, directeur général de France terre d'asile

Cher Président, monsieur le maire, monsieur le représentant du HCR, madame la présidente de la CNDA, monsieur le directeur de l'OIM, madame la directrice du service asile, messieurs les directeurs, chers amis...

Vous avez, en introduction de vos vœux, souligné le caractère traditionnel de cette cérémonie : en réalité elle n'est pas si traditionnelle que cela puisque c'est la première fois que nous sortons de nos murs pour être accueillis dans la maison commune du 10^{ème} arrondissement.

Evidemment le « 10^{ème} » est un choix symbolique, un choix partenarial, l'expression d'un lien de confiance qui nous permet de travailler et de proposer, ensemble, chacun dans son rôle, des réponses communes à un problème complexe.

Nous nous trouvons, dans le 10^{ème} arrondissement, au cœur de la route migratoire d'un certain nombre de jeunes gens, venus pour la plupart de pays en guerre chercher asile ou simplement la perspective d'un avenir meilleur. Mais cette question de la migration de transit dépasse de loin le seul cadre du 10^{ème} arrondissement comme du département de Paris, et évidemment interroge l'Etat sur la manière dont il exerce ses compétences. Je tiens donc à vous remercier, monsieur le maire, de cet accueil et surtout de votre implication constante et courageuse sur l'ensemble des sujets qui nous concernent.

Cher Président, l'année 2010 a été difficile. Ce n'est pas faire preuve d'un esprit partisan que de souligner que l'année passée a été celle d'un certain nombre de débats fabriqués – identité nationale – burka – polygamie – lien établi entre immigration et délinquance – exposition et expulsion des roms – ou encore banalisation de propos à connotations racistes qui viennent saper le lien social et distendre le vivre ensemble.

Cette situation créée de toutes pièces n'est pas sans résonance sur le travail quotidien de nos équipes- travail qui sera encore affecté par un énième projet de loi, débattu dans quelques jours au Sénat avant son adoption définitive. Cinq projets de loi en 7 ans, c'est beaucoup et cela interroge, à tout le moins, sur la qualité du travail du législateur.

Dans ce contexte, il faut, je le pense, se féliciter de la réaction collective de la société française qui n'est pas disposée dans sa grande majorité à enfourcher les chevaux de la division ni à adhérer à la politique du bouc émissaire.

Nous voilà donc, cher Président, en 2011, avec un secteur en crise, un budget en nette diminution, notamment dans le domaine de l'asile et de l'hébergement, budget qui était déjà sévèrement contraint. Je sais bien qu'en période de crise et indépendamment de l'analyse que l'on en fait, chacun doit faire un effort mais tout est question de priorité.

Ici, je voudrais me tourner vers les salariés de l'association et leur répéter que nous avons clairement fait et que nous continuerons à faire le choix du maintien de l'emploi même si de lourdes pressions se font jour pour modifier le *ratio* d'accompagnement salariés /usagers dans les structures sociales.

Nous voici en 2011 avec un budget moindre, avec des services de l'Etat redéployés dans les départements et régions, avec une lisibilité parfois assez incertaine, y compris parfois des fonctionnaires, en charge des dossiers, qui sont souvent bien malmenés par les politiques publiques et à qui je tiens à rendre hommage ici.

Ce contexte de dégradation de l'Etat social ne favorise pas toujours la recherche de solutions consensuelles. Face à ce qu'il est commun d'appeler la crise de l'asile, nous devons continuer à avancer avec lucidité et responsabilité. Oui, Président, vous avez raison, les procédures d'asile sont longues, sans aucun doute trop longues, 20 mois en moyenne. Alors comment faire pour les ramener dans des proportions raisonnables, sans porter atteinte aux garanties fondamentales données aux demandeurs ?

Des solutions existent et sans doute en s'intéressant d'abord à l'OFPRA, dont je rappelle ici que le taux de reconnaissance en première instance classe notre pays en 24^{ème} position dans l'Union européenne. Nous y reviendrons.

Je vois dans le secteur social autour de nous, beaucoup d'épuisement, de colère, de résignation aussi parfois. Je comprends tout ces sentiments mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faut renoncer.

En ce début d'année 2011, cher Président, chers amis et après que vous nous ayez indiqué les pistes de réflexion et de travail qui seront les nôtres, je pense que nous devons réaffirmer avec force quelques principes simples :

Oui,

- Chacun a le droit de voir ses droits fondamentaux respectés et protégés par les Etats, chacun a le droit à la dignité ;
- Il y a un droit, pour ceux qui en sont privés, d'avoir une terre patrie ;
- Nous pensons que défendre l'asile, c'est défendre nos libertés, notre histoire, notre patrimoine ;
- Nous sommes attachés à une société laïque accueillante et nous pensons que l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, l'accès aux droits civiques, sociaux et politiques, sont les conditions indispensables de l'intégration ;
- Nous pensons que le modèle d'intégration à la française reste une histoire à succès, malgré toutes nos difficultés, malgré la crise. Et si parfois d'ailleurs parmi vous certains doutent, il vous suffit de regarder votre voisin, votre voisine. Vous verrez que cela ne marche pas si mal ;
- Nous pensons que la nécessaire sécurité de nos compatriotes peut très bien se conjuguer avec la protection de ceux qui viennent demander asile. A côté de la force de protection des frontières extérieures – Frontex – nous pensons que nous pouvons très bien avoir une force de protection des personnes – Protect.

Voilà une décennie, cher Président, que nous travaillons ensemble en confiance et en amitié. Nous avons su développer l'organisation sur des secteurs entiers : protection de l'enfance, accueil, intégration, plaidoyer en France et en Europe.

Avec Nicole Questiaux, avec les autres membres du bureau, Jacqueline Costa-Lascoux, Jacqueline Benassayag, Catherine Wihtol de Wenden, Jean Galabert, Frederic Thiberghien, Georges Dagher, Patrick Rivière et Paulette Decraene, nous avons su construire une grande organisation efficace, au service des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants.

Vous êtes des passeurs de sens. Cela oblige chacun d'entre nous, des bénévoles, des adhérents, à s'en montrer digne, à être fiers de ce que nous faisons, à être à notre tour porteurs de valeur dans une action mesurée et responsable.

Comme notre ami Stéphane Hessel, il nous arrive de nous indigner lorsque les valeurs de dignité, de solidarité, d'égalité sont malmenées, lorsque notre patrimoine, notre « ADN », est malmené. Il nous arrive de nous indigner sans jamais cesser d'agir.

Nous prenons en charge, à un titre ou à un autre, 5 000 personnes chaque jour. Nous sommes de tous les accueils depuis 40 ans, nous participons à créer du droit. De cette action quotidienne, cher Président, je voudrais à mon tour remercier les salariés qui effectuent avec dévouement, compétence et fierté les tâches qui leurs sont dévolues. C'est comme cela que nous sommes collectivement fidèles à notre belle histoire humaniste, nous dont l'organisation a été fondée par des hommes et des femmes appartenant à la résistance et aux courants anticolonialistes.

Finalement, je sais bien que nous avons un rêve commun, celui d'un monde où chaque terre serait source de droits et d'épanouissement pour les gens. Cela ne se fait pas toujours sans heurts, mais la meilleure nouvelle de ce début d'année nous vient peut-être de l'autre côté de la Méditerranée, avec la perspective ouverte d'une alternative démocratique.

Cher Président, en attendant la réalisation de ce rêve, je forme un vœu - celui pour 2011 d'une plus grande justice migratoire qui allie protection, stabilité et nouveaux droits pour les migrants – celui d'un autre regard, une vision d'intérêt partagé entre les pays sources, les pays d'accueil, la promotion du vivre ensemble plutôt que celle du choc des civilisations. Et à défaut de la réalisation de ce vœu en 2011 nous pouvons du moins travailler à lui donner cohérence et contenu pour les renouveler avec plus d'entrain de force et de vigueur encore en 2012, toujours à vos côtés.

Paris, le 14 janvier 2011